

B.6. Unter Berücksichtigung der vorstehenden Erwägungen beinhaltet die bemängelte Finanzierungsweise keinen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.7. Der einzige Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 17. Januar 2007.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleul.

Der Vorsitzende,

A. Arts.

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 487

[2007/200263]

**21 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement notamment les articles 3, alinéa 4, 4, 21, alinéa 3, et 87, alinéa 3;

Vu le livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment son article D.66;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ruchers situés en zone d'habitat telle que définie à l'article 26 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que la similitude entre les procédés de fabrication et leurs impacts environnementaux (fermentation alcoolique et chaîne d'embouteillage) des rubriques 15.94 (cidreries), 15.95 (autres boissons fermentées), et 15.96 (brasseries) justifie l'harmonisation des seuils sur ceux des brasseries, au regard des éléments indiqués à l'article D.66, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement (articles 2 et 3);

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la rubrique 22.22 (autres imprimeries) pour tenir compte du fait que l'utilisation de solvants, principale nuisance causée à l'environnement par ces activités, est couverte par la rubrique COV et les conditions sectorielles qui en découlent; que les activités de la rubrique COV sont en classe 2; que rien ne justifie une classe 1 lorsque la quantité d'encre utilisée ou de produits consommés pour revêtir le support est supérieure à 200 000 kg/an; considérant les éléments indiqués à l'article D.66, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement; qu'au demeurant, cette activité n'est reprise ni dans l'annexe I<sup>re</sup>, ni dans l'annexe II de la Directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (article 4);

Considérant que l'intitulé de la rubrique 40.30.02 relative aux installations de réfrigération et de climatisation a été remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005 par un libellé plus restrictif visant uniquement les installations de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique; que, ce faisant, certaines installations qui étaient précédemment couvertes par cette rubrique ne le sont plus; que c'est le cas notamment des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air;

Considérant que ces installations présentent un risque de dispersion de légionnelles dans l'environnement; que ces bactéries sont susceptibles de faire encourir un risque important pour la santé humaine, à savoir la contraction de la maladie dite du légionnaire ou légionellose; qu'en conséquence, il convient de créer une nouvelle rubrique spécifique visant ces installations (40.30.06) (article 5); que les critères retenus pour la répartition en classes s'inspirent de la législation française, plus avancée, de par son expertise et son expérience, en la matière; que le seuil visé est celui de la puissance thermique d'une tour de refroidissement industrielle;

Considérant que les rubriques 50.50.01 et 50.50.02 relatives à la distribution de mazout visent les installations équipées d'un dépôt d'une capacité de 3.000 à 25.000 litres et d'un seul pistolet de distribution; que, cependant, il existe aujourd'hui deux types de carburants, à savoir le mazout 2 000 ppm de soufre répondant à la norme NBNT52-716 (nouveau) et le mazout 50 ppm de soufre répondant à la norme EN 520 (ancien);

Considérant qu'afin de respecter la norme EURO4 - norme antipollution d'émission de gaz d'échappement - et de maintenir la garantie des véhicules dont l'utilisation de gazoil 50 ppm est requise, il est proposé de modifier l'intitulé des rubriques 50.50.01 et 50.50.02 en passant d'un pistolet à deux pistolets maximum (article 6);

Considérant que, actuellement, le classement des terrains de camping visés à la rubrique 55.22 est basé sur la superficie de ces derniers; que les terrains de moins de 8 hectares sont en classe 2 et les terrains de 8 hectares et plus en classe 1; qu'outre les difficultés d'interprétation et de calcul de la superficie, il s'est avéré que ce critère est inadéquat; qu'une analyse plus fine des nuisances environnementales a mis en évidence le caractère prépondérant du nombre d'occupants sur ces terrains; que, dans de nombreux campings, une partie importante de la superficie n'est pas destinée au logement des campeurs mais bien à des activités annexes (piscine, restaurant, terrain de sport, bois, etc...); que dès lors, plusieurs campings de faible capacité d'accueil mais offrant une plus grande qualité et variété de services (équipements de loisirs, taille des parcelles) ont été répertoriés en classe 1 alors que d'autres, nettement plus importants en nombre d'emplacements, l'ont été en classe 2;

Considérant, en conséquence, qu'il est proposé de modifier la rubrique 55.22 et de tenir compte du critère du nombre d'emplacements; qu'une classe 3 est créée et vise tous les campings d'une capacité inférieure à 50 emplacements, y compris les campings à la ferme; qu'en effet, pour les campings de petite taille, les principales nuisances concernent les rejets d'eaux usées domestiques; que vu que les stations d'épuration d'eaux usées domestiques sont répertoriées en classe 3 lorsque leur capacité d'épuration est inférieure à 100 équivalent-habitant et que la charge polluante des occupants d'un emplacement de camping est habituellement assimilée à celle de deux équivalent-habitant, la limite de la classe 3 a été fixée à 50 emplacements (soit 100 EH) dans un souci de rationalité; que sont dorénavant repris en classe 2, tous les terrains de campings comprenant au moins 50 emplacements et moins de 400 emplacements; que les campings comprenant 400 emplacements et plus sont en classe 1 (article 7);

Considérant qu'il y a lieu d'aligner le libellé de la rubrique 63.12.09.01. sur la terminologie de la Directive 67/548/CEE du Conseil, du 27 juin 1967, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses, dans un souci de lisibilité et de simplification, sans modifier la portée de cette rubrique (article 8);

Considérant que les rubriques 63.12.20. concernent toutes des dépôts de substances chimiques à base de nitrate d'ammonium; que les premières sous-rubriques sont relatives à des engrais courants que l'on retrouve chez tous les grossistes et qui ne présentent aucun risque d'explosion; qu'il n'y a donc pas lieu d'interroger systématiquement la Division de la Prévention et des Autorisations-cellule Risques d'Accidents majeurs; que les sous-rubriques 03 et 04 sont relatives à des composés à base de nitrate d'ammonium dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est élevée (sous-rubrique 03) ou qui ne satisfont pas au test de détonabilité (sous-rubrique 04); que ces produits ne se retrouvent pas sur le marché des engrais mais plutôt chez les fabricants de nitrate d'ammonium et dans les dépôts d'explosifs; que les quantités associées sont réduites car ces produits présentent plus de risques; que la consultation systématique de la DPA-Cellule RAM ne se justifie pas (article 9);

Considérant qu'un centre d'essai de munitions et d'armes présente les mêmes nuisances et risques potentiels qu'un stand de tir; qu'il s'agit principalement des problèmes de sécurité et du bruit; que, dans la mesure où un stand de tir est en classe 2 (rubrique 92.61.06), il convient d'introduire une classe 2 pour les centres d'essai de munitions et d'armes par la création d'une nouvelle rubrique 74.30.04; qu'il y a lieu de suivre la classification des armes prévue par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (article 10);

Considérant que les rubriques 90.10 et 90.17 telles que rédigées actuellement font encore référence au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et non au livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau; qu'il convient d'adapter le texte en conséquence (article 11);

Considérant, par ailleurs, que la lecture de la rubrique 90.10 pouvait laisser penser que la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ne devait être consultée que pour les déversements d'eaux usées industrielles pour lesquels il n'existait aucune condition sectorielle; que, or, la Division de l'Eau veille au respect des objectifs de qualité du milieu récepteur et tient compte de l'état des masses d'eau défini dans la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau; qu'il lui revient d'examiner si les rejets, bien que respectant les conditions sectorielles de déversement, peuvent également satisfaire aux normes d'immission du milieu récepteur et partant, d'imposer des conditions particulières; que la rédaction proposée lève toute ambiguïté à cet égard (article 12);

Considérant que le seuil de 100 équivalent-habitant/jour a été retenu par analogie avec la rubrique 90.13 relative aux stations d'épuration individuelle égale ou supérieure à 100 équivalent-habitant/jour; qu'il est opportun de caractériser les rejets d'eaux industrielles par la charge polluante qu'ils génèrent ou par le fait qu'ils comportent des substances dangereuses visées aux annexes I<sup>c</sup> et VII du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'Eau; qu'en effet, les articles 4, a), et 6, § 2, de la Directive 2006/11/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté soumet à autorisation tout rejet dans les eaux de surface qui est susceptible de contenir une substance relevant de la liste I ou de la liste II de l'annexe de cette directive;

Considérant que l'article 14 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement a été modifié par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative; que celui-ci dispose qu'il n'est plus possible d'insérer des conditions complémentaires lorsque des conditions intégrales ont été édictées, ce qui est le cas pour les bassins de natations visés à la rubrique 92.61.01.01; que ceux-ci sont visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01;

Considérant que l'article 37, § 2, de l'arrêté précité stipule que l'usage d'autres techniques de désinfection que le chlore ainsi que l'usage de tout produit chimique ou de tout traitement autre que celui mentionné dans cet article fait l'objet de conditions complémentaires; que, cependant, ce mécanisme ne peut plus être utilisé; qu'en conséquence, il est proposé de faire passer en classe 2 les bassins n'utilisant pas le chlore et de scinder la rubrique 92.61.01.01; qu'en sus, il convient de modifier de manière formelle la condition intégrale (article 13);

Considérant que la rubrique 92.61.02 vise les établissements de bains, d'une part, et les baignades organisées utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, d'autre part; qu'il faut entendre notamment par établissements de bains les saunas, jacuzzis, hammams;

Considérant que les baignades organisées concernent quant à elles des zones de baignade telles que définies à l'article R.90 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et dotées d'infrastructures telles que l'aménagement des berges, des cabines et sanitaires dans des cours d'eau et plans d'eau;

Considérant que toute infrastructure de baignade qui serait aménagée doit cependant respecter, dès le lendemain de sa création, des critères de qualité très strictes imposés pour les eaux de baignade;

Considérant qu'il s'agit donc de respecter un objectif de qualité particulier du milieu, nécessitant généralement la mise en œuvre d'un programme de mesures et la fixation de conditions particulières pour les rejets d'eaux usées en amont des sites de baignade (cf. articles R.106 à R.117 du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau); que cette activité n'est donc pas sans conséquence sur les projets existants; qu'en outre, la création d'un site de baignade ne peut être envisagée pour autant qu'il ne soit pas en contradiction avec d'autres objectifs de protection du milieu, telle que les zones Natura 2000 et la protection d'espèces d'intérêt communautaire;

Considérant qu'il semble dès lors que différents services de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement devraient être consultés préalablement à la création/autorisation de cette activité, dont notamment : la Division de la Nature et des Forêts et la Division de l'Eau; que dans cette optique, il est proposé de viser les baignades organisées utilisées à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial en classe 2 (article 14);

Considérant que la pratique administrative dans l'interprétation de la rubrique 92.61.09.02 relative aux manèges a mis en évidence diverses difficultés; qu'en effet, toute demande de permis relative à un établissement comportant une piste pour l'équitation est visée par la rubrique 92.61.09.02 et par la rubrique 01.22. relative aux activités d'élevage d'équidés relevant du secteur de l'agriculture ou par la rubrique 01.32 relative à la détention d'équidés ne relevant pas du secteur de l'agriculture; que, néanmoins, il appert que les nuisances liées à l'élevage ou à la détention des animaux (gestion des effluents, bruit, odeurs, etc...) sont réglementées par les conditions sectorielles et intégrales en cours d'élaboration;

Considérant qu'il n'y a donc plus lieu de classer les manèges du fait des nuisances précitées qu'ils peuvent générer; qu'il convient cependant de classer les pistes aménagées destinées à la pratique de l'équitation, et ce, même si les animaux ne sont pas hébergés sur place car ce type d'installation, ouverte ou non au public, peut être à l'origine de nuisances pour le voisinage telles que les poussières (envol de sable), le charroi et le bruit;

Considérant qu'en conséquence, il est proposé de viser dans la rubrique 92.61.09.02. les pistes destinées à la pratique de l'équitation; que par équitation, il faut entendre l'ensemble des exercices équestres qui consistent à monter ou apprendre à monter à cheval ainsi qu'à dresser ou dompter un cheval; que cette définition s'applique à tous les équidés; que par piste, il faut entendre une aire aménagée par l'apport de matériaux meubles et destinée à la pratique de l'équitation (article 15); que le seuil retenu se base sur la surface minimale des pistes de concours;

Considérant qu'il convient de modifier de manière formelle l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ruchers situés en zone d'habitat telle que définie à l'article 26 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine afin de remplacer les mots "01.25.06" par les mots "01.39.02";

Vu l'urgence motivée par le fait que, suite aux arrêts n° 11/2005 et n° 83/2005 de la Cour d'arbitrage, la Région wallonne était dépourvue d'un système d'évaluation des incidences conforme au droit européen notamment en ce qui concerne les projets pour lesquels le présent projet d'arrêté qui détermine qu'une étude d'incidences est requise, ce qui est source à la fois d'insécurité juridique pour les autorités régionales envers les instances européennes mais, surtout, pour les citoyens; que le décret du 10 novembre 2006 modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement y a remédié; considérant que, par ailleurs, le Conseil d'Etat a déjà pu rendre un avis sur la première mouture de l'avant-projet;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 6 juillet 2006;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau du 28 juin 2006;

Vu l'avis n° 41.101/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis n° 41.804/4 du Conseil d'Etat donné le 6 décembre 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est ajouté un point 25<sup>o</sup> comme suit "25<sup>o</sup> CGT : le Commissariat général au Tourisme."

**Art. 2.** La rubrique 15.94 est remplacée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>15.94 Cidreries et fabrication d'autres vins de fruits</b>						
Lorsque la capacité de production, préparation ou conditionnement est 15.94.01 supérieure ou égale à 400 litres/jour et inférieure à 2 000 litres/jour	3			2		
15.94.02 supérieure ou égale à 2 000 litres/jour et inférieure à 100 000 litres/jour	2			2		
15.94.03 supérieure à 100 000 litres/jour	1	X		2		

**Art. 3.** La rubrique 15.95 est remplacée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>15.95 Production d'autres boissons fermentées (vermouths, boissons fermentées non distillées,...)</b>						
Lorsque la capacité de production, préparation ou conditionnement est 15.95.01 supérieure ou égale à 400 litres/jour et inférieure à 2 000 litres/jour	3			2		
15.95.02 supérieure ou égale à 2 000 litres/jour et inférieure à 100 000 litres/jour	2			2		
15.95.03 supérieure à 100 000 litres/jour	1	X		2		

**Art. 4.** La rubrique 22.22 est remplacée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>22.22 Autres imprimeries</b>						
Lorsque la quantité d'encre utilisée ou de produits consommés pour revêtir le support est						
22.22.01 supérieure à 200 kg/an et inférieure ou égale à 10 000 kg/an						
22.22.02 supérieure à 10 000 kg/an	2					

**Art. 5.** Une rubrique 40.30.06 est ajoutée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>40.3 Production et distribution de vapeur et d'eau chaude, production de froid ou de chaleur</b>						
<b>40.30 Production et distribution de vapeur et d'eau chaude, production de froid ou de chaleur</b>						
40.30.06 Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air :						
40.30.06.01 lorsque l'installation n'est pas du type "circuit primaire fermé" <sup>11</sup> et dont la puissance thermique évacuée maximale est inférieure à 2 000 kW ou lorsque l'installation est du type "circuit primaire fermé"	3					
40.30.06.02 lorsque l'installation n'est pas du type "circuit primaire fermé" et dont la puissance thermique évacuée maximale est supérieure ou égale à 2 000 kW	2					

<sup>11</sup> Une installation est du type "circuit primaire fermé" lorsque l'eau dispersée dans l'air refroidit un fluide au travers d'un ou plusieurs échangeurs thermiques étanches situés à l'intérieur de la tour de refroidissement ou accolés à celle-ci : tout contact direct est rendu impossible entre l'eau dispersée dans la tour de refroidissement et le fluide traversant le ou les échangeurs thermiques.

**Art. 6.** Dans l'intitulé des rubriques 50.50.01 et 50.50.02, les mots "ne comportant qu'un seul pistolet" sont remplacés par les mots "comportant deux pistolets maximum".

**Art. 7.** La rubrique 55.22 est remplacée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>55.2 Moyens d'hébergement courte durée</b>						
<b>55.22 Terrains de camping<sup>12</sup></b>						
55.22.01 Terrain de camping d'une capacité inférieure à 50 emplacements	3					
55.22.02 Terrain de camping d'une capacité supérieure ou égale à 50 emplacements et inférieure à 400 emplacements	2		CGT, DE			
55.22.03 Terrain de camping d'une capacité supérieure ou égale à 400 emplacements	1	X	CGT, DE			

<sup>12</sup> Sont visés par cette classification :

- tout terrain de camping touristique et terrain de camping à la ferme visé par le décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique;
- tout terrain de caravanage visé par le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage;
- tout terrain de camping visé par le décret de la Communauté germanophone du 9 mai 1994 sur le camping et les terrains de camping.

**Art. 8.** Dans l'intitulé de la rubrique 63.12.09.01, les mots "la pression de vapeur à 35 °C est supérieure à 10<sup>5</sup> pascals (catégorie A - liquides extrêmement inflammables)" sont remplacés par les mots "la température à ébullition pression est inférieure ou égale à 35 °C".

**Art. 9.** La consultation obligatoire de la Division de la Prévention et des Autorisations inscrite dans la quatrième colonne de la rubrique 63.12.20 est supprimée.

**Art. 10.** Une rubrique 74.30.04 est ajoutée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>74.3 Essais et analyses techniques</b>						
<b>74.30 essais et analyses techniques</b>						
74.30.04 Centre d'essais et d'analyses de munitions et d'armes	2					

**Art. 11.** La rubrique 90.10. est remplacée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>90.10 Déversement d'eaux usées industrielles telles que définies à l'article D.2, 42°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, dans les eaux de surface, les égouts publics ou les collecteurs d'eaux usées</b>						
90.10.01 Rejets supérieurs à 100 équivalent-habitant/jour ou comportant des substances dangereuses visées aux annexes I <sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'Eau	2		DE			

**Art. 12.** L'intitulé de la rubrique 90.17 est remplacé par l'intitulé suivant : "Station d'épuration d'eaux usées industrielles telles que définies à l'article D.2, 42°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau".

**Art. 13.** La rubrique 92.61.01 est remplacée par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 Activités récréatives, culturelles et sportives</b>						
<b>92.6 Activités liées au sport</b>						
<b>92.61 Gestion d'installations sportives (centres sportifs et autres installations sportives) et autres installations</b>						
92.61.01 Piscines :						
92.61.01.01 bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm	3					
92.61.01.01.01 utilisant le chlore comme procédé de désinfection de l'eau	2					
92.61.01.01.02 n'utilisant pas le chlore comme procédé de désinfection de l'eau	2					
92.61.01.02 bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m <sup>2</sup> et la profondeur supérieure à 40 cm	2					

**Art. 14.** La rubrique 92.61.02 est remplacée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 Activités récréatives, culturelles et sportives</b>						
<b>92.6 Activités liées au sport</b>						
<b>92.61 Gestion d'installations sportives (centres sportifs et autres installations sportives) et autres installations</b>						
92.61.02 Bains et baignades organisées :						
92.61.02.01 établissements de bains utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial	3					
92.61.02.02 baignades organisées utilisées à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial	2		DE, DNF			

**Art. 15.** La rubrique 92.61.09.02 est remplacée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 Activités récréatives, culturelles et sportives</b>						
<b>92.6 Activités liées au sport</b>						
<b>92.61 Gestion d'installations sportives (centres sportifs et autres installations sportives) et autres installations</b>						
92.61.09.02 Installations destinées à l'équitation comportant :						
92.61.09.02.01 une/des piste(s) <sup>22</sup> dont la surface totale est inférieure ou égale à 2 000 m <sup>2</sup>	3					
92.61.09.02.02 une/des piste(s) <sup>22</sup> dont la surface totale est supérieure à 2 000 m <sup>2</sup>	2		DGA, DNF			

<sup>22</sup> une piste est une aire de travail, couverte ou non, destinée à des exercices d'équitation et aménagée par l'apport de matériaux meubles.

**Art. 16.** Les notes de bas de page n<sup>os</sup> 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 deviennent les notes de bas de page n<sup>os</sup> 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24 et 25.

**Art. 17.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n<sup>o</sup> 92.61.01.01, le mot "n<sup>o</sup> 92.61.01.01" est remplacé par le mot "n<sup>o</sup> 92.61.01.01.01".

**Art. 18.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par l'article suivant "Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations ou activités visées à la rubrique 92.61.01.01.01 : bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm, utilisant le chlore comme procédé de désinfection de l'eau."

**Art. 19.** L'article 37, § 2, du même arrêté est supprimé.

**Art. 20.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation est remplacé par l'article suivant : "Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités visées aux rubriques suivantes : 92.61.01.01.02 : bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est inférieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> ou la profondeur inférieure ou égale à 40 cm, n'utilisant pas le chlore comme procédé de désinfection de l'eau et 92.61.01.02 : bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m<sup>2</sup> ou la profondeur supérieure à 40 cm."

**Art. 21.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux ruchers situés en zone d'habitat telle que définie à l'article 26 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots "01.25.06" sont remplacés par les mots "01.39.02".

**Art. 22.** Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 23.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 487

[2007/200263]

**21. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3 Absatz 4, 21 Absatz 3 und 87 Absatz 3;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere seines Artikels D.66;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die gesamten Bedingungen für die in der Rubrik Nr. 92.61.01.01 erwähnten Schwimmbäder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Bienenhäuser, die in einem Wohngebiet im Sinne von Artikel 26 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe gelegen sind;

In der Erwägung, dass die Ähnlichkeit zwischen den Herstellungsverfahren und deren umweltrelevanten Auswirkungen (alkoholische Gärung und Flaschenabfülllinie) der Rubriken 15.94 (Apfelwein), 15.95 (sonstige gegärte Getränke) und 15.96 (Bier) eine Angleichung der Schwellenwerte auf diejenigen für die Bierherstellung rechtfertigt, unter Berücksichtigung der Angaben in Artikel D.66 § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches (Artikel 2 und 3);

In der Erwägung, dass die Rubrik 22.22 (Druckerei - ohne Zeitungsdruckerei) angepasst werden muss, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass die Benutzung von Lösungsmitteln, die die Hauptbelastung der Umwelt durch diese Aktivitäten darstellt, durch die Rubrik COV und die sich daraus ergebenden sektorbezogenen Bedingungen gedeckt wird; dass die Aktivitäten der Rubrik COV der Klasse 2 angehören; dass es keinerlei Gründe gibt, um die Zugehörigkeit zur Klasse 1 zu rechtfertigen, wenn die Menge der benutzten Druckfarben und der für das Beschichten des Trägermaterials verbrauchten Produkte 200 000 kg/Jahr übertrifft; in Erwägung der in Artikel D.66 § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches angegebenen Elemente; in Erwägung der Tatsache, dass diese Aktivität übrigens weder in der Anlage I noch in der Anlage II zur Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten (Artikel 4) erwähnt ist;

In der Erwägung, dass die Überschrift der Rubrik 40.30.02 bezüglich der Kühlungs- und Klimatisierungsanlagen durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2005 durch eine mehr einschränkende Überschrift ersetzt worden ist, die nur die Kälte- oder Hitzeerzeugungsanlagen betrifft, die mit einem Kältekreislauf funktionieren; dass bestimmte Anlagen, die früher durch diese Rubrik gedeckt wurden, dadurch nicht mehr durch sie gedeckt werden; dass dies insbesondere der Fall ist mit den Kühlanlagen, die auf dem Grundsatz der Versprühung von Wasser in einen Luftstrom beruhen;

In der Erwägung, dass diese Anlagen eine Gefahr der Verbreitung von Legionellen in der Umwelt aufweisen; dass diese Bakterien ein bedeutendes Risiko für die menschliche Gesundheit darstellen können, nämlich die Legionärskrankheit oder Legionellose; dass es demnach gilt, eine neue für diese Anlagen spezifische Rubrik (40.30.06) (Artikel 5) zu schaffen; dass die für die Verteilung in Klassen in Betracht gezogenen Kriterien auf der französischen Gesetzgebung beruhen, da diese aufgrund ihres Know-how und ihrer Erfahrung in diesem Bereich fortgeschrittener ist; dass die in Betracht gezogene Schwelle diejenige der thermischen Leistung eines industriellen Kühlturms ist;

In der Erwägung, dass die Rubriken 50.50.01 und 50.50.02 bezüglich des Vertriebs von Diesel die Anlagen mit einem Lager mit einer Kapazität von 3 000 bis 25 000 Litern und einem einzigen Zapfhahn betreffen; dass heutzutage jedoch zwei Arten Treibstoffe bestehen, nl. Diesel 2 000 ppm Schwefel nach der Norm NBNT52-716 (neu) und Diesel 50 ppm Schwefel nach der Norm EN 520 (alt);

In der Erwägung, dass zwecks der Einhaltung der Norm EURO4 - emissionsmindernde Norm für Auspuffgase - und der weiteren Gewährleistung der Garantie für die Fahrzeuge, die Dieselöl 50 ppm benutzen müssen, vorgeschlagen wird, die Überschrift der Rubriken 50.50.01 und 50.50.02 abzuändern, indem von einem Zapfhahn auf höchstens zwei Zapfhähne übergegangen wird (Artikel 6);

In der Erwägung, dass die Einstufung der Campingplätze im Sinne der Rubrik 55.22 zur Zeit auf deren Fläche beruht; dass die Campingplätze mit einer Fläche von weniger als 8 Hektar der Klasse 2 angehören, während diejenigen mit einer Fläche von mindestens 8 Hektar der Klasse 1 angehören; dass sich neben den Schwierigkeiten mit der Auslegung und Berechnung der Fläche auch noch erwiesen hat, dass dieses Kriterium nicht zutreffend ist; dass eine genauere Analyse der umweltrelevanten Belästigungen das eher entscheidende Kriterium der Anzahl Gäste auf diesen Campingplätzen hervorgehoben hat; dass in zahlreichen Campings ein wesentlicher Teil der Fläche nicht für die Unterbringung von Gästen, sondern für Nebenaktivitäten (Schwimmbecken, Restaurant, Sportplatz, Wald,...) bestimmt ist; dass demnach mehrere Campingplätze mit einer eher kleinen Aufnahmefähigkeit aber einer größeren Menge und Vielfalt der Dienstleistungen (Freizeitausrüstungen, größere Parzellen) in die Klasse 1 eingestuft worden sind, während andere, die viel mehr Stellplätze haben, in die Klasse 2 eingestuft worden sind;

In der Erwägung, dass infolgedessen vorgeschlagen wird, die Rubrik 55.22 abzuändern, und die Anzahl Stellplätze in Betracht zu ziehen; dass eine Klasse 3 geschaffen wird, die alle Campingplätze mit einer Kapazität von weniger als 50 Stellplätzen betrifft, einschließlich der Campingplätze auf Bauernhöfen; dass die wichtigsten Belastungen solcher kleineren Campingplätze in der Tat die Ableitung von Haushaltsabwasser betreffen; dass die Grenze für die Klasse 3 der Rationalität halber auf 50 Stellplätze (d.h. 100 EGW) vorgeschlagen worden ist, da die Klärstationen für Haushaltsabwasser der Klasse 3 angehören, wenn ihre Klärkapazität unter 100 EGW liegt, wobei die Schadstoffbelastung der Camping-Gäste üblicherweise auf 2 EGW/Stellplatz veranschlagt wird; dass alle Campingplätze mit mindestens 50 und weniger als 400 Stellplätzen von nun an der Klasse 2 gehören; dass die Campingplätze ab 400 Stellplätzen in die Klasse 1 eingestuft werden (Artikel 7);

In der Erwägung, dass es der Lesbarkeit und Vereinfachung halber die Überschrift der Rubrik 63.12.09.01 aufgrund der Terminologie anzupassen gilt, die in der Richtlinie 67/548/EGW des Rates vom 27. Juni 1967 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen benutzt wird, ohne die Tragweite dieser Rubrik jedoch abzuändern (Artikel 8);

In der Erwägung, dass alle Rubriken 63.12.20 Lager für chemische Stoffe auf Ammoniumnitratbasis betreffen; dass die ersten Unterrubriken gängige Düngemittel betreffen, die man bei allen Großhändlern finden kann, und die keine Explosionsgefahr aufweisen; dass es demnach nicht nötig ist, die Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen - Zelle für die Gefahren schwerer Unfälle - systematisch zu befragen; dass die Unterrubriken 03 und 04 Zusammensetzungen auf Ammoniumnitratbasis mit einem hohen Stickstoffgehalt wegen des Ammoniumnitrats (Unterrubrik 03) und Zusammensetzungen, die dem Detonationstest nicht genügen (Unterrubrik 04) betreffen; dass diese Produkte nicht bei den Händlern von Düngemitteln sondern eher bei den Herstellern von Ammoniumnitrat oder in Lagern für explosive Stoffe erhältlich sind; dass die betreffenden Mengen gering sind, da diese Produkte mehr Risiken darstellen; dass eine systematische Befragung der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen - Zelle für die Gefahren schwerer Unfälle - nicht begründet werden kann (Artikel 9);

In der Erwägung, dass ein Zentrum für den Versuch von Munition und Waffen gleiche Belästigungen und potentielle Risiken wie ein Schießstand darstellt; dass es sich dabei im Wesentlichen um Sicherheits- und Lärmprobleme handelt; dass, da die Schießstände in die Klasse 2 (Rubrik 92.61.06) eingestuft werden, die Zentren für den Versuch von Munition und Waffen ebenfalls der Klasse 2 zugehören sollten; dass demzufolge eine neue Rubrik 74.30.04 geschaffen werden sollte; dass der Einstufung der Waffen nach dem Gesetz vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition (Artikel 10) Rechnung zu tragen ist;

In der Erwägung, dass die Rubriken 90.10 und 90.17 in ihrer bisherigen Fassung noch immer auf das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung statt des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, verweisen; dass der Wortlaut entsprechend angepasst werden muss (Artikel 11);

In der Erwägung außerdem, dass man beim Lesen der Rubrik 90.10 den Eindruck haben konnte, dass die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt nur für die Ableitungen von industriellen Abwässern, für die keine sektorbezogene Bedingungen bestehen, zu Rate gezogen werden musste; dass die Abteilung Wasser aber für die Einhaltung der Qualitätsziele der Vorfluter zu sorgen hat, und den Stand der Wassermassen im Sinne der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik zu berücksichtigen hat; dass sie demnach zu prüfen hat, ob die Ableitungen, auch wenn sie den sektorbezogenen Bedingungen für Ableitungen genügen, ebenfalls den Immissionsnormen des Vorfluters genügen, so dass sie ggf. besondere Bedingungen auferlegen kann; dass der nun vorgeschlagene Wortlaut jegliche Zweideutigkeit aufhebt (Artikel 12);

In der Erwägung, dass der Schwellenwert von 100 EGW/Tag aus Ähnlichkeit mit der Rubrik 90.13 betreffend die individuellen Klärstationen für mindestens 100 EGW/Tag gewählt wurde; dass es zweckmäßig ist, die Ableitungen von industriellem Abwasser aufgrund der von ihnen verursachten Belastung zu bezeichnen oder aufgrund der Tatsache, dass sie gefährliche Stoffe im Sinne der Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, enthalten; dass aufgrund Artikel 4, a) und 6, § 2, der Richtlinie 2006/11/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Februar 2006 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft in der Tat alle Ableitungen in Oberflächengewässer, die einen in der Liste I oder II der Anlage zu dieser Richtlinie erwähnten Stoff enthalten könnten, einer Genehmigung unterliegen müssen;

In der Erwägung, dass Artikel 14 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung abgeändert worden ist; dass dieser Artikel vorschreibt, dass es nicht mehr möglich ist, zusätzliche Bedingungen einzufügen, wenn die gesamten Bedingungen verabschiedet worden sind, was für die in der Rubrik 92.61.01.01 erwähnten Schwimmbäder der Fall ist; dass diese Schwimmbäder Gegenstand des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die gesamten Bedingungen für die in der Rubrik Nr. 92.61.01.01 erwähnten Schwimmbäder sind;

In der Erwägung, dass in Artikel 37, § 2 des vorgenannten Erlasses bestimmt wird, dass die Anwendung von anderen Desinfektionstechniken als Chlor sowie die Verwendung von anderen Chemikalien oder Behandlungen als denjenigen, die in diesem Artikel bestimmt werden, Gegenstand von zusätzlichen Bestimmungen sein muss; dass dieser Mechanismus jedoch nicht mehr verwendet werden kann; dass demnach vorgeschlagen wird, dass die Schwimmbäder, die kein Chlor verwenden, der Klasse 2 zugeordnet werden, und die Rubrik 92.61.01.01 geteilt wird; dass die integrale Bedingung darüber hinaus auf formelle Weise geändert werden muss (Artikel 13);

In der Erwägung, dass die Rubrik 92.61.02 einerseits die Badeanstalten und andererseits die eingerichteten Badeplätze, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, betrifft; dass unter Badeanstalten u.a. die Saunas, Jacuzzis, Hammams zu verstehen sind;

In der Erwägung, dass die eingerichteten Badeplätze Badegebiete in Wasserläufen und -flächen im Sinne von Artikel R.90 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, betreffen, die mit Infrastrukturen wie z.B. eingerichteten Ufern, Kabinen und Sanitärvorrichtungen ausgestattet sind;

In der Erwägung, dass jede eingerichtete Badeinfrastruktur ab dem ersten Tag nach ihrer Einrichtung den sehr strengen für Badegewässer auferlegten Qualitätskriterien genügen muss;

In der Erwägung, dass es sich demnach darum handelt, einem besonderen Qualitätsziel der Umgebung zu genügen, welches im allgemeinen die Durchführung eines Maßnahmenprogramms und die Festlegung von besonderen Bedingungen für die Ableitung von Abwässern vor den Badegebieten erfordert (S. Artikel R.106 bis R.117 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet); dass diese Aktivität also Auswirkungen auf die bestehenden Projekte hat; dass die Errichtung eines Badegebiets darüber hinaus nur dann geplant werden kann, wenn es keine Unvereinbarkeit mit anderen Zielen des Umweltschutzes gibt, wie z.B. "Natura 2000"-Gebieten oder dem Schutz von Arten gemeinschaftlichen Interesses;

In der Erwägung, dass verschiedene Dienststellen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt demnach zu Rate gezogen werden sollten, bevor eine Aktivität dieser Art geschaffen/genehmigt wird, wobei es sich u.a. um die Abteilung Natur und Forstwesen und die Abteilung Wasser handelt; dass in dieser Hinsicht vorgeschlagen wird, die eingerichteten Badeplätze, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden der Klasse 2 zuzuordnen (Artikel 14);

In der Erwägung, dass die Auslegung der Rubrik 92.61.09.02 über Reitanlagen in der Verwaltungspraxis zu mehreren Schwierigkeiten geführt hat; dass jeder Genehmigungsantrag für einen Betrieb mit einer Reitbahn von der Rubrik 92.61.09.02 betroffen wird, sowie von der Rubrik 01.22. betreffend die Haltung von Equiden im Rahmen der Landwirtschaft oder von der Rubrik 01.32 betreffend die Haltung von Equiden außerhalb des landwirtschaftlichen Rahmens; dass sich allerdings herausstellt, dass die Umweltbelastungen in Zusammenhang mit der Zucht oder Haltung von Tieren (tierische Ausscheidungen, Lärm, Gerüche, usw.) sektorbezogenen und gesamten Bedingungen unterliegen, die noch in der Ausarbeitung sind;

In der Erwägung, dass es demnach nicht mehr nötig ist, die Reitanlagen aufgrund der oben erwähnten möglichen Belastungen einzustufen; dass die eingerichteten Reitbahnen jedoch eingestuft werden sollten, auch wenn die Tiere nicht vor Ort untergebracht werden, da diese Art Anlagen, unabhängig davon, ob sie für die Öffentlichkeit zugänglich sind oder nicht, die Ursachen von Belästigungen für die Nachbarschaft sein können, wie z.B. Staubemissionen (Wegfliegen von Sand), Verkehr und Lärm;

In der Erwägung, dass demnach vorgeschlagen wird, mit der Rubrik 92.61.09.02 die Reitbahnen zu bestimmen; dass unter dem Begriff Reiten die gesamten Reitübungen zu verstehen sind, die darin bestehen, ein Pferd zu reiten oder das Pferdereiten zu erlernen, ein Pferd zu dressieren oder zu zähmen; dass diese Definition sich auf alle Equiden erstreckt; dass man unter Reitbahn eine Fläche versteht, die durch das Aufbringen von Lockermaterialien eingerichtet und für das Reiten bestimmt wird (Artikel 15); dass der berücksichtigte Schwellenwert auf der Mindestfläche der Reitbahnen für Reitwettbewerbe beruht;

In der Erwägung, dass Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Bienenhäuser, die in einem Wohngebiet im Sinne von Artikel 26 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe gelegen sind auf formelle Weise abgeändert werden muss, um den Wortlaut "01.25.06" durch "01.39.02" zu ersetzen;

In Erwägung der Dringlichkeit, die darauf beruht, dass die Wallonische Region im Anschluss an die Urteile Nr. 11/2005 und 83/2005 des Schiedshofs über kein System zur Umweltverträglichkeitsprüfung mehr verfügte, das dem Europäischen Recht genügte, insbesondere hinsichtlich der Projekte, für die der vorliegende Erlassentwurf bestimmt, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung notwendig ist, was sowohl die Ursache einer Rechtsunsicherheit für die regionalen Behörden gegenüber den Europäischen Instanzen als auch für die Bürger ist; dass dieser Unsicherheit durch das Dekret vom 10. November 2006 zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches bezüglich der Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte abgeholfen wurde; in der Erwägung außerdem, dass der Staatsrat bereits ein Gutachten über die erste Fassung des Vorentwurfs abgeben konnte;

Aufgrund des am 6. Juli 2006 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 28. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 26. September 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 41.101/4;

Aufgrund des am 6. Dezember 2006 vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1, 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 41.804/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird eine Nr. 25 wie folgt eingefügt "25° CGT: das "Commissariat général au tourisme" (Generalkommissariat für Tourismus). "

**Art. 2** - Die Rubrik 15.94 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>15.94 Herstellung von Apfelwein und sonstigen Fruchtwinein</b>						
Wenn die Herstellungs-, Zubereitungs- oder Verpackungskapazität 15.94.01 mindestens 400 Litern/Tag entspricht und unter 2 000 Litern/Tag liegt	3			2		
15.94.02 mindestens 2 000 Litern/Tag entspricht und unter 100 000 Litern/Tag liegt	2			2		
15.94.03 mehr als 100 000 Liter/Tag beträgt	1	X		2		



**Art. 3** - Die Rubrik 15.95 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>15.95 Herstellung von sonstigen gegärten Getränken (Vermut, nicht destillierte gegärte Getränke,...)</b>						
Wenn die Herstellungs-, Zubereitungs- oder Verpackungskapazität 15.95.01 mindestens 400 Litern/Tag entspricht und unter 2 000 Litern/Tag liegt	3			2		
15.95.02 mindestens 2 000 Litern/Tag entspricht und unter 100 000 Litern/Tag liegt	2			2		
15.95.03 mehr als 100 000 Liter/Tag beträgt	1	X		2		

**Art. 4** - Die Rubrik 22.22 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>22.22 Druckerei (ohne Zeitungsdruckerei)</b>						
Wenn die Menge der benutzten Druckfarben oder der für das Beschichten des Trägermaterials verbrauchten Produkte 22.22.01 mehr als 200 kg/Jahr und höchstens 10 000 kg/Jahr beträgt	3					
22.22.02 mehr als 10 000 kg/Jahr beträgt	2					

**Art. 5** - Eine Rubrik 40.30.06 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>40.3 ERZEUGUNG UND VERTEILUNG VON DAMPF UND WARMWASSER, ERZEUGUNG VON KÄLTE ODER WÄRME</b>						
<b>40.30 ERZEUGUNG UND VERTEILUNG VON DAMPF UND WARMWASSER, ERZEUGUNG VON KÄLTE ODER WÄRME</b>						
40.30.06 Kühlanlagen durch Versprühung von Wasser in einen Luftstrom: 40.30.06.01 wenn die Anlage keine Anlage mit "geschlossenem Primärkreislauf <sup>11</sup> " ist und deren abgeleitete Höchstwärmeleistung unter 2 000 kW liegt, oder wenn die Anlage eine Anlage mit "geschlossenem Primärkreislauf" ist	3					
40.30.06.02 wenn die Anlage keine Anlage mit "geschlossenem Primärkreislauf" ist und deren abgeleitete Höchstwärmeleistung mindestens 2 000 kW beträgt	2					

<sup>11</sup> Eine Anlage mit "geschlossenem Primärkreislauf" ist eine Anlage, in der das in der Luft verteilte Wasser ein Fluidum durch einen oder mehrere wasserdichte Wärmeaustauscher abkühlt, die sich in oder an dem Kühlturm befinden: jeder direkte Kontakt zwischen dem im Kühlturm verteilten Wasser und dem Fluidum, das den oder die Wärmeaustauscher durchfließt, ist unmöglich.

**Art. 6** - In der Überschrift der Rubriken 50.50.01 und 50.50.02 wird der Wortlaut "einen einzigen Zapfhahn" durch den Wortlaut "höchstens zwei Zapfhähne" ersetzt.

**Art. 7** - Die Rubrik 55.22 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>55.2 KURZZEITIGE UNTERBRINGUNGSMÖGLICHKEITEN</b>						
<b>55.22 campingplätze<sup>12</sup></b>						
55.22.01 Campingplatz mit einer Kapazität von weniger als 50 Stellplätzen	3					
55.22.02 Campingplatz mit einer Kapazität von mindestens 50 und weniger als 400 Stellplätzen	2		CGT, DE			
55.22.03 Campingplatz mit einer Kapazität von mindestens 400 Stellplätzen	1	X	CGT, DE			

<sup>12</sup> Diese Klassifizierung betrifft:

- alle touristischen Campingplätze und alle Campingplätze auf Bauernhöfen im Sinne des Dekrets vom 18. Dezember 2003 über touristische Unterkunftsbetriebe;
- alle Caravaningplätze im Sinne des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 über die Betriebsbedingungen für Caravaningplätze;
- alle Campingplätze im Sinne des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Mai 1994 über Camping und Campingplätze.

**Art. 8** - In der Überschrift der Rubrik 63.12.09.01, wird der Wortlaut "deren Dampfdruck bei 35°C höher als 10<sup>5</sup> Pascal ist (Kategorie A - äußerst feuergefährliche Flüssigkeiten)" durch den Wortlaut "deren Drucksiedetemperatur höchstens 35°C beträgt" ersetzt.

**Art. 9** - Die obligatorische Konsultierung der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen, die in der vierten Spalte der Rubrik 63.12.20 angegeben war, wird gelöscht.

**Art. 10** - Eine Rubrik 74.30.04 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>74.3 VERSUCHE UND TECHNISCHE ANALYSEN</b>						
<b>74.30 VERSUCHE UND TECHNISCHE ANALYSEN</b>						
74.30.04 Zentrum für den Versuch von Munition und Waffen	2					

**Art. 11** - Die Rubrik 90.10 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>90.10 Ableitung von industriellem Abwasser im Sinne von Artikel D.2, 42°, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in Oberflächengewässer, öffentliche Kanalisationen und Abwassersammler</b>						
90.10.01 Ableitungen über 100 EGW/Tag oder mit gefährlichen Stoffen, so wie in den Anlagen I und VII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet	2		DE			

**Art. 12** - Die Überschrift der Rubrik 90.17 wird durch Folgendes ersetzt: "Station für die Klärung von industriellem Abwasser im Sinne von Art. D.2, 42° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet".

**Art. 13** - Die Rubrik 92.61.01 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 KULTUR, SPORT UND UNTERHALTUNG</b>						
<b>92.6 sport</b>						
<b>92.61 Betrieb von Sportanlagen (Sportzentren und sonstige Sportanlagen) und sonstigen Anlagen</b>						
92.61.01 Schwimmbecken						
92.61.01.01 Hallenschwimmbäder und Freibäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche höchstens 100 m <sup>2</sup> oder wenn die Tiefe höchstens 40 cm beträgt						
92.61.01.01.01 in denen Chlor als Verfahren für die Desinfektion des Wassers benutzt wird	3					
92.61.01.01.02 in denen kein Chlor als Verfahren für die Desinfektion des Wassers benutzt wird	2					
92.61.01.02 Hallenschwimmbäder und Freibäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche mehr als 100 m <sup>2</sup> und die Tiefe mehr als 40 cm beträgt	2					

**Art. 14** - Die Rubrik 92.61.02 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 KULTUR, SPORT UND UNTERHALTUNG</b>						
<b>92.6 SPORT</b>						
<b>92.61 Betrieb von Sportanlagen (Sportzentren und sonstige Sportanlagen) und sonstigen Anlagen</b>						
92.61.02 Bäder und eingerichtete Badeplätze:						
92.61.02.01 Badeanstalten, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden	3					
92.61.02.02 eingerichtete Badeplätze, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden	2		DE, DNF			

**Art. 15** - Die Rubrik 92.61.09.02 wird durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 KULTUR, SPORT UND UNTERHALTUNG</b>						
<b>92.6 SPORT</b>						
<b>92.61 Betrieb von Sportanlagen (Sportzentren und sonstige Sportanlagen) und sonstigen Anlagen</b>						

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
92.61.09.02 Reitanlagen mit: 92.61.09.02.01 einer/mehreren Reitbahn(en) <sup>22</sup> mit einer Gesamtfläche von höchstens 2 000 m <sup>2</sup>	3					
92.61.09.02.02 einer/mehreren Reitbahn(en) <sup>22</sup> mit einer Gesamtfläche über 2 000 m <sup>2</sup>	2		DGA, DNF			

<sup>22</sup> unter Reitbahn versteht man eine überdachte oder nicht überdachte, für Reitübungen bestimmte Arbeitsfläche, die durch das Aufbringen von Lockermaterialien eingerichtet wird.

**Art. 16** - Die Fußnoten Nr. 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21 und 22 werden die Fußnoten 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24 und 25.

**Art. 17** - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die gesamten Bedingungen für die in der Rubrik Nr. 92.61.01.01 erwähnten Schwimmbäder wird "Nr. 92.61.01.01" durch "Nr. 92.61.01.01.01" ersetzt.

**Art. 18** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Artikel ersetzt: "Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die in der Rubrik 92.61.01.01.01 erwähnten Anlagen oder Aktivitäten anwendbar: Hallenschwimmbäder und Freibäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche höchstens 100 m<sup>2</sup> oder wenn die Tiefe höchstens 40 cm beträgt, und in denen Chlor als Verfahren für die Desinfektion des Wassers verwendet wird. »

Art. 19 - Artikel 37 § 2 desselben Erlasses wird gestrichen.

**Art. 20** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in den folgenden Rubriken erwähnten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar: 92.61.01.01.02: Hallenschwimmbäder und Freibäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche höchstens 100 m<sup>2</sup> oder wenn die Tiefe höchstens 40 cm beträgt, in denen kein Chlor als Verfahren für die Desinfektion des Wassers benutzt wird und 92.61.01.02: Hallenschwimmbäder und Freibäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche mehr als 100 m<sup>2</sup> oder wenn die Tiefe mehr als 40 cm beträgt."

**Art. 21** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Bienenhäuser, die in einem Wohngebiet im Sinne von Artikel 26 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe gelegen sind, wird "01.25.06" durch "01.39.02" ersetzt.

**Art. 22** - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

**Art. 23** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 487

[2007/200263]

**21 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, vierde lid, 4, 21, derde lid, en 87, derde lid;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.66;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de zwembaden bedoeld in de rubriek nr. 92.61.01.01.;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor bijenhuizen in woongebieden zoals omschreven in artikel 26 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat de gelijkenis tussen de fabricageprocédés en de desbetreffende milieueffecten (alcoholische gisting en bottellijn) van de rubrieken 15.94 (vervaardiging van cider), 15.95 (andere gegiste dranken) en 15.96 (brouwerijen) op grond van de gegevens vermeld in artikel D.66, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek (artikelen 2 en 3) rechtvaardigt dat de drempels in overeenstemming gebracht worden met die van de brouwerijen;

Overwegende dat de rubriek 22.22 (overige drukkerijen) aangepast moet worden om rekening te houden met het feit dat het gebruik van oplosmiddelen, de voornaamste milieuhinder veroorzaakt door deze activiteiten, onder de rubriek VOS en de desbetreffende sectorale voorwaarden valt; dat de activiteiten van de rubriek VOS in klasse 2 worden ingedeeld; dat niets een klasse 1 rechtvaardigt als de hoeveelheid inkt of producten gebruikt om de drager te bekleden hoger is dan 200 000 kg/jaar; gelet op de gegevens vermeld in artikel D.66 van Boek I van het Milieuwetboek; dat deze activiteit overigens noch in bijlage I noch in bijlage II bij Richtlijn 85/337/EEG betreffende de waardering van de weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu (artikel 4) is opgenomen;

Overwegende dat het opschrift van de rubriek 40.30.02 betreffende koelings- en luchtbehandelingsinstallaties bij besluit van de Waalse Regering van 10 november 2005 werd vervangen door een restrictievere bewoording die enkel slaat op de installaties voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus; dat zodoende sommige installaties niet meer onder deze rubriek vallen terwijl dit vroeger wel het geval was; dat dit o.a. het geval is met installaties voor koeling door waterdispersie in een luchtstroom;

Overwegende dat deze installaties gevaar voor verspreiding van de legionella bacterie in het milieu inhouden; dat deze bacteriën een groot gevaar kunnen betekenen voor de volksgezondheid, namelijk het oplopen van de veteranenziekte of legionellose; dat bijgevolg een nieuwe specifieke rubriek voor deze installaties (40.30.06) (artikel 5) gecreëerd dient te worden; dat de criteria voor de indeling in klassen het voorbeeld volgen van de Franse wetgeving die vanwege haar expertise en ervaring terzake meer gevorderd is; dat bedoelde drempel die van het thermisch vermogen van een industriële koeltoren is;

Overwegende dat de rubrieken 50.50.01 en 50.50.02 betreffende oliedistributie betrekking hebben op installaties die over een opslagplaats van 3 000 tot 25 000 liter en over één enkele distributiepistool beschikken; dat er vandaag echter twee soorten brandstoffen bestaan, namelijk de olie 2 000 ppm zwavel die aan de norm NBNT52-716 (nieuw) voldoet en de olie 50 ppm zwavel die aan de norm EN 520 (gewezen) voldoet;

Overwegende dat er voor de naleving van de norm EURO4 - milieubeschermdende norm tegen de emissie van uitlaatgassen - en voor het behoud van de waarborg van de voertuigen waarvoor het gebruik van dieselolie 50 ppm vereist wordt, voorgesteld wordt het opschrift van de rubrieken 50.50.01 en 50.50.02 te wijzigen door in plaats van één pistool maximum twee pistolen (artikel 6) te voorzien;

Overwegende dat de kampeerterrinen bedoeld in rubriek 55.22 nu ingedeeld worden op basis van hun oppervlakte; dat de terreinen van minder dan 8 ha in klasse 2 en die van 8 ha en meer in klasse 1 ingedeeld worden; dat, behalve de moeilijkheden om de oppervlakte te interpreteren en te berekenen, gebleken is dat dit criterium ontoereikend is; dat een verfijndere analyse van de milieuhinder het doorslaggevende karakter van het aantal bewoners op deze terreinen aan het licht heeft gebracht; dat een aanzienlijk deel van de oppervlakte in talrijke campings niet voor de huisvesting van de kampeerders maar voor bijkomende activiteiten (zwembad, restaurant, sportterrein, bos, enz.) bestemd is; dat derhalve verschillende campings met een kleine opvangcapaciteit maar met een grotere kwaliteit en verscheidenheid aan diensten (vrijtijdsvoorzieningen, grootte van de percelen) in klasse 1 ingedeeld zijn terwijl andere campings met veel meer plaatsen in klasse 2 ingedeeld zijn;

Overwegende dat er bijgevolg voorgesteld wordt de rubriek 55.22 te wijzigen en rekening te houden met het aantal plaatsen; dat een klasse 3 gecreëerd wordt voor alle campings met minder dan 50 plaatsen, hoevecampings inbegrepen; dat het lozen van huishoudelijk afvalwater immers de voornaamste hinder is in kleine campings; overwegende dat de zuiveringsstations van huishoudelijk afvalwater in klasse 3 ingedeeld zijn als hun zuiveringscapaciteit lager is dan 100 inwonersequivalent en dat de vuilvracht van de bewoners van een campingplaats doorgaans gelijkgesteld wordt met twee inwonersequivalent, wordt de grens van klasse 3 redelijkheidshalve op 50 plaatsen (100 IE) vastgelegd; dat elk kampeertrein met minstens 50 plaatsen en minder dan 400 plaatsen voortaan in klasse 2 ingedeeld wordt; dat de campings met 400 plaatsen en meer in klasse 1 ingedeeld worden (artikel 7);

Overwegende dat het opschrift van de rubriek 63.12.09.01 voor een betere leesbaarheid en gemakshalve in overeenstemming gebracht moet worden met de terminologie van Richtlijn 67/548/EEG van de Raad van 27 juni 1967 betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen, zonder de draagwijdte van de rubriek (artikel 8) te wijzigen;

Overwegende dat de rubrieken 63.12.20 betrekking hebben op alle opslagplaatsen voor chemische stoffen met ammoniumnitraat; dat de eerste subrubrieken betrekking hebben op gewone meststoffen die bij elke groothandelaar te vinden zijn en die geen ontploffingsgevaar inhouden; dat de "Division de la Prévention et des Autorisations-cellule Risques d'Accidents majeurs" (Afdeling Preventie en Machtigingen - cel Gevaar voor Zware Ongevallen) dus niet systematisch ondervraagd moet worden; dat de subrubrieken 03 en 04 betrekking hebben op samenstellingen van ammoniumnitraat waarin het stikstofgehalte afkomstig van ammoniumnitraat hoog is (subrubriek 03) of op samenstellingen die niet voldoen aan de eisen van de detonatietest (subrubriek 04); dat deze producten niet voorkomen op de meststoffenmarkt maar eerder bij de producenten van ammoniumnitraat en in de opslagplaatsen voor ontplofbare stoffen; dat de samengevoegde hoeveelheden beperkt zijn omdat deze producten meer risico's inhouden; dat de systematische raadpleging van de "DPA-Cellule RAM" niet gegrond is (artikel 9);

Overwegende dat een proefcentrum voor munitie en wapens dezelfde hinder en potentiële risico's vertoont als een schietstand; dat het vooral gaat om veiligheids- en lawaai problemen; dat voorzover een schietstand in klasse 2 (rubriek 92.61.06) ingedeeld is een klasse 2 voor procentra inzake munitie en wapens gecreëerd moet worden door het invoegen van een nieuwe rubriek 74.30.04; dat de wapenindeling bepaald bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van den handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie (artikel 10) dient nageleefd te worden;

Overwegende dat de rubrieken 90.10 en 90.17 zoals die nu opgesteld zijn nog steeds verwijzen naar het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling en niet naar Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt; dat de tekst bijgevolg aangepast moet worden (artikel 11);

Overwegende anderzijds dat het lezen van rubriek 90.10 kon laten vermoeden dat de Afdeling Waterbeheer van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu uitsluitend voor de lozing van industrieel afvalwater waarvoor er geen enkele sectorale voorwaarde bestond geraadpleegd moest worden; dat de Afdeling Waterbeheer echter toeziet op de inachtneming van de doelstellingen inzake de kwaliteit van het opvangsysteem en rekening houdt met de toestand van de watermassa omschreven in Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid; dat zij moet nagaan of de lozingen, hoewel zij de sectorale lozingsvoorwaarden vervullen, ook aan de immissienormen van het opvangsysteem voldoen en bijgevolg bijzondere voorwaarden moet opleggen; dat de voorgestelde opstelling elke ambiguïteit uit de weg ruimt op dat vlak (artikel 12);

Overwegende dat de drempel van 10 inwonersequivalent/dag aangenomen werd in overeenstemming met de rubriek 90.13 betreffende de individuele zuiveringsstations van 100 inwonersequivalent/dag of meer; dat het opportuun is om de lozingen van industrieel afvalwater te kenmerken op grond van de vuilvracht die zij teweegbrengen of op grond van het feit dat zij gevaarlijke stoffen bevatten zoals bedoeld in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt; dat de artikelen 4, a), en 6, § 2, van Richtlijn 2006/11/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 februari 2006 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd immers een vergunning oplegt voor iedere lozing in de oppervlaktewateren die één van de stoffen zou kunnen bevatten die opgenomen zijn in lijst I en II van de bijlage bij deze Richtlijn;

Overwegende dat artikel 14 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging; dat dit programmadecreet stelt dat het niet meer mogelijk is om bijkomende voorwaarden in te voegen als integrale voorwaarden zijn uitgevaardigd, wat het geval is voor de zwembaden bedoeld in de rubriek 92.61.01.01; dat deze zwembaden bedoeld worden in het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de zwembaden bedoeld in de rubriek nr. 92.61.01.01.;

Overwegende dat artikel 37, § 2, van bovengenoemd besluit bepaalt dat het gebruik van andere ontsmettings-technieken dan chloor alsmede het gebruik van elk chemisch product of van elke andere behandeling dan die bedoeld in dit artikel het voorwerp uitmaakt van aanvullende voorwaarden; dat dit mechanisme echter niet meer gebruikt mag worden; dat er bijgevolg voorgesteld wordt om de zwembaden die geen chloor gebruiken in klasse 2 in te delen en de rubriek 92.61.01.01 op te splitsen; dat daarenboven de integrale voorwaarde (artikel 13) formeel gewijzigd moet worden;

Overwegende dat de rubriek 92.61.02 betrekking heeft op badinrichtingen, enerzijds, en op het georganiseerd baden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, anderzijds; dat onder badinrichtingen o.a. sauna's, jacuzzi's, Turkse baden wordt verstaan;

Overwegende dat het georganiseerd baden zwemzones betreft zoals omschreven in artikel R.90 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en uitgerust met infrastructures zoals ingerichte oevers, badhokjes en sanitaire installaties langs de waterlopen en -oppervlaktes;

Overwegende dat elke badinfrastructuur die eventueel ingericht wordt vanaf de dag na die waarop ze tot stand wordt gebracht evenwel moet voldoen aan zeer strenge kwaliteitscriteria die voor het zwemwater opgelegd worden;

Overwegende dat bijgevolg een bijzondere kwaliteitsdoelstelling inzake het leefmilieu nagestreefd moet worden, waarbij doorgaans de uitvoering van een maatregelenprogramma en de vastlegging van bijzondere voorwaarden voor de lozing van afvalwater stroomopwaarts van de badzones vereist worden (cf. de artikelen R.106 tot R.117 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt); dat deze activiteit dus niet zonder gevolg is voor de bestaande projecten; dat de aanleg van een badzone slechts overwogen kan worden als hij niet in strijd is met andere doelstellingen inzake milieubescherming, zoals de Natura 2000-zones en de bescherming van soorten van gemeenschappelijk belang;

Overwegende dat daaruit dan ook blijkt dat verschillende diensten van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu geraadpleegd zouden moeten worden alvorens deze activiteit tot stand te brengen/toe te laten, o.a. : de Afdeling Natuur en Bossen en de Afdeling Waterbeheer; dat er in deze optiek wordt voorgesteld om het georganiseerd baden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin in klasse 2 (artikel 14) in te delen;

Overwegende dat de administratieve praktijk bij de interpretatie van de rubriek 92.61.09.02 betreffende de maneges verschillende moeilijkheden aan het licht heeft gebracht; dat elke vergunningsaanvraag betreffende een inrichting met een paardenrijbaan bedoeld wordt in de rubriek 92.61.09.02 en in de rubriek 01.22. betreffende de activiteiten i.v.m. het fokken van paardachtigen die onder de landbouwsector vallen of in de rubriek 01.32 betreffende het houden van paardachtigen die niet onder de landbouwsector vallen; dat evenwel blijkt dat de hinder te wijten aan het fokken of het houden van dieren (beheer van landbouwsector mest, lawaai, geuren, enz.) gereguleerd wordt door de sectorale en integrale die thans uitgewerkt worden;

Overwegende dat de maneges dus niet meer ingedeeld moeten worden wegens voornoemde hinder die ze kunnen veroorzaken; dat de voor het paardrijden aangelegde banen evenwel ingedeeld moeten worden, zelfs indien de dieren niet ter plaatse ondergebracht worden, omdat dat soort installatie, al dan niet toegankelijk voor het publiek, hinder kan veroorzaken voor de buurt, zoals stof (wegvliegend zand), vervoer en lawaai;

Overwegende dat er bijgevolg voorgesteld wordt de paardrijbanen in de rubriek 92.61.09.02. in te delen; dat onder paardrijden moet worden verstaan de gezamenlijke rij oefeningen, namelijk te paard stijgen of leren stijgen, alsook een paard leren dressereren of temmen; dat deze definitie van toepassing is op alle paardachtigen; dat onder baan verstaan moet worden een ruimte ingericht met losse materialen en bestemd voor het paardrijden (artikel 15); dat de aangenomen drempel gebaseerd is de minimumoppervlakte van de wedstrijdbanen;

Overwegende dat in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor bijenhuizen in woongebieden zoals omschreven in artikel 26 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium de nummering "01.25.06" vervangen moet worden door de nummering "01.39.02";

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het Waalse Gewest ingevolge de arresten nr. 11/2005 en nr. 83/2005 van het Arbitragehof, niet beschikte over een systeem voor de milieueffectevaluatie dat voldoet aan het Europees recht, o.a. wat betreft de projecten waarvoor dit ontwerp van besluit bepaalt dat een effectonderzoek vereist wordt, hetgeen een bron van rechtsonzekerheid is voor de gewestelijke overheden t.o.v. de Europese instanties en vooral voor de burgers; dat het decreet van 10 november 2006 tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek m.b.t. de evaluatie van de milieueffecten van de projecten in die leemte voorzien heeft; overwegende dat de Raad van State overigens al advies heeft kunnen uitbrengen over de eerste versie van het voorontwerp;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling), gegeven op 6 juli 2006;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 28 juni 2006;

Gelet op het advies 41.101/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies nr. 41.804/4 van de Raad van State, gegeven op 6 december 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt aangevuld met het punt 25° "25° CGT : het Commissariaat-generaal voor Toerisme."

**Art. 2.** De rubriek 15.94 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>15.94 Vervaardiging van cider en van andere vruchtenwijnen</b>						
Als de productie-, bereidings- of verpakkingscapaciteit : 15.94.01 gelijk is aan 400 liter/dag of meer en lager is dan 2 000 liter/dag	3			2		
15.94.02 gelijk is aan 2 000 liter/dag of meer en lager is dan 100 000 liter/dag	2			2		
15.94.03 hoger is dan 100 000 liter/dag	1	X		2		

**Art. 3.** Rubriek 15.95 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>15.95 Vervaardiging van andere gegiste dranken (vermout, niet-gedistilleerde gegiste dranken,...)</b>						
Als de productie-, bereidings- of verpakkingscapaciteit : 15.95.01 gelijk is aan 400 liter/dag of meer en lager is dan 2 000 liter/dag	3			2		
15.95.02 gelijk is aan 2 000 liter/dag of meer en lager is dan 100 000 liter/dag	2			2		
15.95.03 hoger is dan 100 000 liter/dag	1	X		2		

**Art. 4.** De rubriek 22.22 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>22.22 Overige drukkerijen</b>						
Als de hoeveelheid gebruikte inkt of producten om de drager te bekleden 22.22.01 hoger is dan 200 kg/jaar en gelijk is aan 10 000 kg/jaar of minder	3					
22.22.02 hoger is dan 10 000 kg/jaar	2					

**Art. 5.** De rubriek 40.30.06 wordt toegevoegd als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>40.3 Productie en distributie van stoom en warmwater, productie van koude of warmte</b>						
<b>40.30 PRODUCTIE EN DISTRIBUTIE VAN STOOM EN WARMWATER, PRODUCTIE VAN KOUDE OF WARMTE</b>						
40.30.06 Koelinstallatie met waterspreiding in een luchtstroom : 40.30.06.01 als de installatie niet van het type "gesloten primaire circuit" <sup>11</sup> is en een maximaal afgevoerd thermisch vermogen van minder dan 2 000 kW heeft of wanneer de installatie van het type "gesloten primaire circuit" is	3					
40.30.06.02 als de installatie niet van het type "gesloten primaire circuit" is en een maximaal afgevoerd thermisch vermogen van 2 000 kW of meer heeft	2					

<sup>11</sup> Een installatie is van het type "gesloten primaire circuit" als het water dat in de lucht verspreid wordt een vloeistof afkoelt via één of meerdere gesloten thermische wisselaars die zich in of naast de koeltoren bevinden : er is geen rechtstreeks contact mogelijk tussen het water dat in de koeltoren verspreid wordt en de vloeistof in de thermische wisselaars.

**Art. 6.** In het opschrift van de rubrieken 50.50.01 en 50.50.02 worden de woorden "met slechts één pistool" vervangen door de woorden "met maximum twee pistolen".

**Art. 7.** De rubriek 55.22 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>55.2 ACCOMODATIES VOOR KORTSTONDIG VERBLIJF</b>						
<b>55.22 Kampeertreinen<sup>12</sup></b>						
55.22.01 Kampeertrein met minder dan 50 plaatsen	3					
55.22.02 Kampeertrein met een capaciteit van 50 plaatsen of meer en van minder dan 400 plaatsen	2		CGT, DE			
55.22.03 Kampeertrein met een capaciteit van 400 plaatsen of meer	1	X	CGT, DE			

<sup>12</sup> Deze indeling betreft :

- elk toeristisch kampeertrein en kampeertrein op de hoeve bedoeld in het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen;
- elk caravanterrein bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van caravanterreinen;
- elk kampeertrein bedoeld in het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 9 mei 1994 over het kamperen en de kampeertreinen.

**Art. 8.** In het opschrift van de rubriek 63.12.09.01 worden de woorden "waarvan de dampdruk op 35 °C hoger is dan 10<sup>5</sup> pascals (categorie A - uiterst ontvlambare vloeistoffen)" vervangen door de woorden "waarvan de temperatuur bij kookdruk gelijk is aan 35 °C of minder".

**Art. 9.** De verplichte raadpleging van de "Division de la Prévention et des Autorisations" vermeld in de vierde kolom van de rubriek 63.12.20 wordt opgeheven.

**Art. 10.** Er wordt een rubriek 74.30.04 toegevoegd, luidend als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>74.3 Technische tests en analyses</b>						
<b>74.30 TECHNISCHE TEST EN ANALYSES</b>						
74.30.04 Test- en analysecentra voor munitie en wapens	2					

**Art. 11.** De rubriek 90.10 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>90.10 Lozing van industrieel afvalwater zoals bedoeld in artikel D.2, 42° van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, in het oppervlaktewater, de openbare rioleringen of de afvalwaterriolen;</b>						
90.10.01 Lozingen boven 100 inwonerequivalent/dag of bevattende gevaarlijke stoffen bedoeld in de bijlagen I en VII bij boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt	2		DE			

**Art. 12.** Het opschrift van de rubriek 90.17 wordt vervangen door het volgende opschrift : "Zuiveringsstation voor industrieel afvalwater zoals bedoeld in artikel D.2, 42°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt".

**Art. 13.** De rubriek 92.61.01 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 Recreatie, cultuur en sport</b>						
<b>92.6 SportACTIVITEITEN</b>						
<b>92.61 Exploitatie van sportaccommodaties (sportcentra en andere sportaccommodaties) en overige accommodaties</b>						
92.61.01 Zwembaden :						
92.61.01.01 openlucht en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van 100 m <sup>2</sup> of minder of een diepte van 40 cm of minder	3					
92.61.01.01.01 die chloor als waterontsmettingsmiddel gebruiken	2					
92.61.01.01.02 die geen chloor als waterontsmettingsmiddel gebruiken	2					
92.61.01.02 openlucht en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van meer dan 100 m <sup>2</sup> en een diepte van meer dan 40 cm	2					

**Art. 14.** De rubriek 92.61.02 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 RECREATIE, CULTUUR EN SPORT</b>						
<b>92.6 SPORTACTIVITEITEN</b>						
<b>92.61 Exploitatie van sportaccommodaties (sportcentra en andere sportaccommodaties) en overige accommodaties</b>						
92.61.02 Baden en georganiseerd baden : 92.61.02.01 badinstellingen voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin	3					
92.61.02.02 georganiseerd baden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin	2		DE, DNF			

**Art. 15.** De rubriek 92.61.09.02 wordt vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>92 RECREATIE, CULTUUR EN SPORT</b>						
<b>92.6 SPORTACTIVITEITEN</b>						
<b>61. Exploitatie van sportaccommodaties (sportcentra en andere sportaccommodaties) en overige accommodaties</b>						
92.61.09.02 Accommodaties voor het paardrijden met : 92.61.09.02.01 één baan/meer banen <sup>22</sup> waarvan de totale oppervlakte gelijk is aan 2 000 m <sup>2</sup> of minder	3					
92.61.09.02.02 één baan/meer banen <sup>22</sup> waarvan de totale oppervlakte groter is dan 2 000 m <sup>2</sup>	2		DGA, DNF			

<sup>22</sup> een baan is een al dan niet overdekte werkruimte bestemd voor paardrij-oefeningen en ingericht met losse materialen.

**Art. 16.** De voetnoten nr. 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21 en 22 worden de voetnoten nr. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24 en 25.

**Art. 17.** In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor zwembaden bedoeld in de rubriek nr. 92.61.01.01 wordt de nummering "nr. 92.61.01.01" vervangen door de nummering "nr. 92.61.01.01.01".

**Art. 18.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties of activiteiten bedoeld in de rubriek 92.61.01.01.01 : openlucht en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van 100 m<sup>2</sup> of minder of een diepte van 40 cm of minder, die chloor als waterontsmettingsmiddel gebruiken."

**Art. 19.** Artikel 37, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 20.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2002 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden wordt vervangen als volgt : "Deze voorwaarden zijn van toepassing op de installaties of activiteiten bedoeld in de volgende rubrieken : 92.61.01.01.02 : openlucht en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van 100 m<sup>2</sup> of minder of een diepte van 40 cm of minder die geen chloor als waterontsmettingsmiddel gebruiken en 92.61.01.02 : openlucht en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van meer dan 100 m<sup>2</sup> of een diepte van meer dan 40 cm."

**Art. 21.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor bijenhuizen in woongebieden zoals bepaald in artikel 26 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium worden de nummering "01.25.06" vervangen door de nummering "01.39.02".

**Art. 22.** De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 23.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN